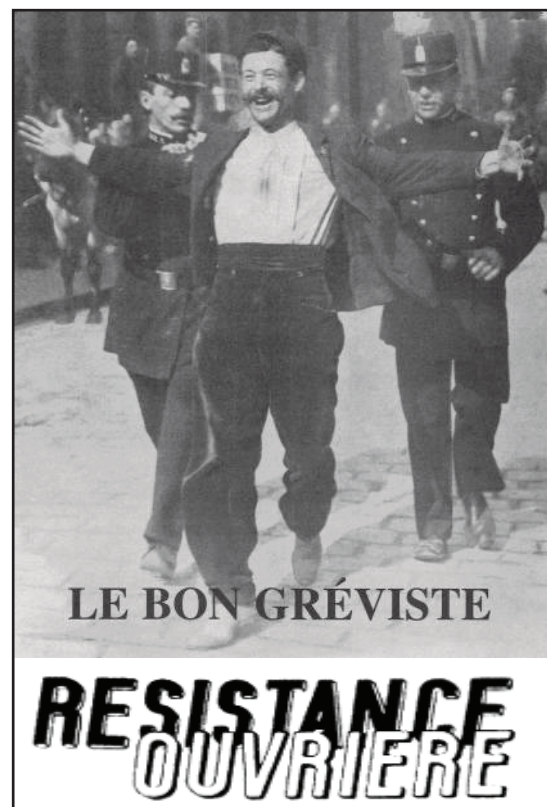


L'Os

L'Ouest Syndicaliste

Informations syndicales de l'Union Départementale
CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique

Numéro 758 - Septembre 2025 - 61^{ème} année - 1,50 €



**Commission Administrative
élargie à tous les militants
6 octobre 2025
à 8h45
Salle Festive Nantes Erdre**

FO Manitou BF

Résultat des élections
professionnelles de juin 2025

FO Semitan

Lancement des élections
professionnelles

ARPEGE

Rassemblement le 31 juillet
en soutien aux assurés sociaux

Transports Béziau

3 ans sans NAO,
3 heures de grève,
3 % d'augmentation des salaires

(Lire P.2)

Édito

(Lire P.3)

Retour sur le 10 septembre...

(Lire P.4)

16 septembre

Près de 2 000 manifestants à
Nantes pour la défense de l'hôpital
et contre les plans d'austérité !

18 septembre

Plus de 40 000 manifestants
en Loire-Atlantique

(Lire P.5)

Manifestation contre le
génocide des Palestiniens

Meeting contre la guerre
le 5 octobre à Paris

(Lire P.6)

Les syndicats et la guerre

(Lire P.7)

L'Oeil de L'OS

(Lire P.8)

Manitou BF

Résultat des élections professionnelles de juin 2025



Les élections professionnelles chez Manitou BF se sont déroulées du 23 au 27 juin derniers après un mandat exceptionnellement long, six ans au lieu de quatre. En effet, prévues en juin 2023 en pleine période de mise en place de la nouvelle Convention Collective Nationale de la Métallurgie (CCNM), la Section FO Manitou, majoritaire dans l'entreprise, a œuvré pour décaler les élections afin de ne pas être exposée à une campagne de désinformation autour de la CCNM ainsi qu'aux bouleversements liés à la mise en place du nouveau dispositif de classifications attaché aux postes de travail.

Notre stratégie a d'abord consisté à négocier une prorogation des mandats d'une durée d'un an. Puis nous avons engagé trois recours successifs dans le cadre des négociations du protocole d'accord préélectoral. Le premier, devant la DDETS (Inspection du travail), sur la définition du périmètre des six établissements de l'entreprise (trois à Ancenis, un à Beaupréau, un à Candé et un à Laillé). Le second sur la définition des trois collèges électoraux (ouvriers/employés - techniciens/agents de maîtrise - cadres) devant le Tribunal administratif. Et le dernier sur la répartition des salariés dans

les différents collèges électoraux, à nouveau devant la DDETS. Nous avons perdu tous nos recours mais gagné encore un an ! Et finalement, ces deux années de mandats supplémentaires nous ont permis de nous éloigner de la tourmente liée à la mise en place de la CCNM au 1^{er} janvier 2024, de nous implanter à Beaupréau, fief historique de la Cfdt et bien sûr de négocier de nouveaux droits afin de présenter aux salariés un solide bilan de ces six années d'action syndicale.

Parmi eux :

- + 18,1 % d'augmentation générale (AG) pour les non-cadres et + 12,9 % d'AG pour les cadres ;

- Un taux horaire minimum de 15,76 €/h (classement B4), y compris pour les intérimaires ;
- Maintien de tous nos jours d'ancienneté malgré la CCNM ;
- Maintien de notre prime d'ancienneté calculée sur le salaire réel malgré la CCNM ;
- Un intéressement égalitaire de 3 423 € net/an en moyenne sur 6 ans ;
- Un accord de participation égalitaire depuis 2024 : 6 131 € net versés à chacun en 2025 ;
- Une prévoyance égalitaire : alignement des non-cadres sur les cadres (cotisations et garanties) ;
- Un accord de chômage partiel (APLD) indemnisé à 91 % du net. ■

Voici les résultats des élections :

Résultats au niveau du CSE central de l'entreprise à l'issue du 1 ^{er} tour des élections :					
FO	CFE-CGC	CGT	CFDT	CFTC	
41,86%	28,75%	15,34%	10,49%	3,56%	
Poids relatif pour la signature des accords :					
43,41%	29,81%	15,91%	10,88%	Non représentative	

Résultats de FO au niveau des 6 CSE d'établissements à l'issue du 1 ^{er} tour des élections :					
FO	FO	FO	FO	FO	FO
Unité de production Laillé (35)	Unité de production Ancenis (44)	Unité de production Candé (49)	Unité de production Beaupréau (49)	Pièces de rechange Ancenis (44)	Fonctions Siège Ancenis (44)
1 ^{er} syndicat 79,73%	1 ^{er} syndicat 49,33%	1 ^{er} syndicat 48,44%	1 ^{er} syndicat 40,60%	2 ^{ème} syndicat 28,40%	2 ^{ème} syndicat 23,04%

FO Semitan

Lancement des élections professionnelles



Photo prise le 2 septembre, dans le cadre de la préparation des élections professionnelles de la Semitan, en présence de deux représentants de la Fédération FO des Transports et d'Adrien Leclerc, secrétaire-adjoint de l'Union départementale FO de Loire-Atlantique.

ARPEGE

Rassemblement le 31 juillet en soutien aux assurés sociaux



Le 31 juillet dernier, devant le Tribunal de Nantes, plus d'une dizaine de camarades Force Ouvrière ont tenu à soutenir une nouvelle fois les assurés qui s'attaquaient en référé à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM).

Imposé par la caisse nationale (CNAM), le logiciel ARPEGE continue de faire des ravages. Près de 10 000 assurés sont encore et toujours privés de leurs droits et de leurs indemnités journalières (voir les numéros précédents de L'OS). Pour certains, et malgré le versement d'acomptes, le cauchemar a commencé en octobre 2024. L'affaire a été renvoyée plusieurs fois, ce qui a permis à la CPAM et à la CNAM de gagner du temps. Mais enfin, la justice s'est prononcée en faveur des assurés contre la CPAM qui est sommée de traiter le plus tôt possible ces dossiers.

Les dossiers des assurés qui auront engagé une action en justice seront normalement réglés. Mais qu'en sera-t-il des autres ?

Dès les premiers retours désastreux de l'expérimentation du logiciel ARPEGE dans les départements de Loire-Atlantique et de Vendée, nos administrateurs FO, avec la CGT, en ont exigé l'abandon. La CNAM s'acharne pourtant à maintenir cet outil dangereusement défaillant et prévoit son élargissement à l'ensemble de la Sécurité sociale.

La mise en place d'un logiciel qui empêche les assurés d'avoir accès à leur droit, la remise en cause des affections de longue durée par le gouvernement, le doublement des franchises médicales, etc.

Comment, dans ces conditions, ne pas y voir une nouvelle offensive contre la Sécurité sociale ? ■

Transports Béziau

3 ans sans NAO, 3 heures de grève, 3 % d'augmentation des salaires !



Le 30 juin dernier, après trois ans de blocage des rémunérations, les salariés soutenus par le syndicat FO Transports ont décidé 3 heures de grève. La direction a rapidement reculé en cédant immédiatement :

- 3 % d'augmentation générale de salaires au 1^{er} juillet 2025 ;
- Une hausse progressive de la prime de fin d'année de 1 200 € à 1 400 € d'ici 2027 pour les conducteurs (avec

clause de revoyure) ;

- Une prime de 75 % de leur salaire brut de décembre pour les salariés sédentaires, sur les trois prochaines années ;
- L'augmentation du ticket restaurant de 8 € à 10 € au 1^{er} juillet 2025 ;
- Le paiement de la journée de grève.

Preuve en est que la grève et la détermination paient ! ■

La bibliothèque est accessible aux horaires suivants :

- Les lundis matins jusqu'à 12h30
- Les jours d'instance des syndicats
- À la demande

Pour toute question ou demande d'accès à la bibliothèque, contactez-nous !

Deux conférences :

- Lundi 17 novembre à 14h30 : rencontre avec Joël Sohier - Auteur de *Le syndicalisme en France*.
- Mercredi 19 janvier à 14h30 : rencontre avec Jean-Marc Schiappa - Historien, spécialiste de la révolution française, mais pas que...

Ces moments sont ouverts à tous et conçus pour favoriser les échanges.

Bibliothèque OUVRIÈRE

● Publiée le 9 septembre 2025 - Par Hélène Hamon

Au lendemain de la chute de François Bayrou, le mouvement « Bloquons tout » de ce mercredi sera-t-il un mouvement d'ampleur ? Les syndicats l'espèrent, à l'image de Force Ouvrière 44, qui sent une très grande colère partout dans le pays. En Loire-Atlantique, de nombreuses actions sont envisagées.

Après la chute, la lutte. La démission de François Bayrou n'y changera rien : le mouvement « Bloquons tout » aura bien lieu ce mercredi 10 septembre, partout en France. Tractages, piquets de grèves, blocages d'axes routiers... Le mouvement de contestation prendra différentes formes, notamment en Loire-Atlantique où la mobilisation s'annonce particulièrement suivie.

En tête de cortège, les syndicats, à l'image de Force Ouvrière 44 qui dénonce les orientations prises par le gouvernement. Pour le secrétaire départemental du syndicat, Michel Le Roc'h, il est urgent d'inverser la tendance.

« *D'un côté les plus riches s'enrichissent : les 500 Français les plus riches ont doublé leur patrimoine depuis 2017, c'est-à-dire depuis l'arrivée de Monsieur Macron à la Présidence, et d'un autre, il y a de plus en plus de pauvres avec 15% des Français aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté. Et ce que nous propose Monsieur Bayrou, c'est un certain nombre de mesures qui vont accentuer ce phénomène.*

Les actionnaires du CAC 40 se sont attribués 100 milliards d'euros en 2024, distribués en 2025. Souvent d'ailleurs, les dividendes qui sont versés aux actionnaires du CAC 40 proviennent des aides publiques et sociales. Donc il suffit de couper le robinet et d'utiliser cet argent pour les dépenses sociales en faveur du plus grand nombre.

La colère est telle que les manifestants risquent d'être nombreux à se mobiliser dans les entreprises, sur les routes et dans la rue.

« *Il y a une très grosse colère chez les salariés et au-delà des salariés, parce qu'on leur demande de travailler plus pour gagner moins. Tout ne se réglera pas en un seul jour.*

On verra bien la mobilisation, mais elle me semble assez importante d'ores et déjà. Dans beaucoup d'entreprises et d'administrations, il y a des appels à la grève, supérieurs même à la situation que nous connaissons au moment de la réforme des retraites. Il y a une volonté d'aller bloquer l'économie et après le 10, parce que ce n'est peut-être pas en un seul jour que

les choses vont se régler. On ne peut pas accepter qu'il y ait des mesures prises, par exemple, pour mettre en place des jours de carence non remboursés par la Sécurité sociale, ou la volonté d'accentuer le recours aux contrats courts... »

Différents types d'actions sont programmés en Loire-Atlantique dans la rue comme dans les entreprises. Une opération de tractage débutera par exemple dans la zone de l'aéroport de Nantes Atlantique dès 4h30. Et dès 6 heures, les manifestants devraient converger vers le pont de Cheviré, au Cardo, sur la route de Pornic, mais aussi au rond-point de la prairie de Mauves.

Nantes, mais aussi Saint-Nazaire

À 7h30, les personnels et les étudiants de la faculté de Nantes devraient aussi se mobiliser. On annonce un rassemblement vers 7 heures dans le secteur de Trignac. À Saint-Nazaire, les cheminots sont aussi appelés à donner de la voix sur le parvis de la gare nazairienne à partir de 11 heures. Dans le même temps, les professionnels de la culture pourraient se rassembler devant la Fnac de Nantes et des rassemblements sont évoqués à Clisson, Ancenis, Blain ou Châteaubriant. Enfin, difficultés sur les rails avec la circulation de 2 TER sur 3 en Pays de la Loire.

Du côté de Naolib, plus de 20 % des conducteurs de trams et bus devraient suivre la grève.

Selon Michel Le Roc'h, la cité de « *Nantes sera totalement bloquée* » et il « *invite l'ensemble des salariés et au-delà à rejoindre les points de blocage. Beaucoup de salariés nous ont informés qu'ils seraient en grève ce mercredi et je pense que l'économie sera à l'arrêt.*

C'est une volonté de remettre en cause toutes les conquêtes sociales issues de 1945. Nous serons solidaires parce que nous partageons totalement la colère. Même dans les entreprises, la situation s'est détériorée. Il y a une autre mesure que veut prendre le gouvernement, c'est de réduire le délai pour saisir le Conseil des prud'hommes. C'est une volonté de remettre en cause toutes les conquêtes sociales issues de 1945. On mettra tout en œuvre pour empêcher cette mécanique de se mettre en place.

Les suites à donner au mouvement seront au cœur des discussions, dès ce mercredi soir, lors d'une assemblée générale sous les Nefs de l'Île de Nantes. ■

● Michel Le Roc'h,
secrétaire général de l'Union départementale
C.G.T.-Force Ouvrière de Loire-Atlantique

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple... »



Le 10 septembre, des dizaines de milliers de jeunes et de salariés ont organisé des blocages un peu partout en France. En fin de matinée ou en début d'après-midi, des cortèges importants se sont formés dans de très nombreuses villes. En Loire-Atlantique, plus de 2 000 personnes ont participé aux blocages dès 6 heures du matin et plus de 7 000 ont convergé dans le centre-ville de Nantes. Dans de nombreuses entreprises, la grève était suivie. Pour ne citer qu'un exemple, seuls 6 chariots sont sortis des chaînes de production à Toyota sur 22 habituellement. Nombreux sont les militants FO qui en Loire-Atlantique ont participé à cette journée de colère.

Après avoir ciblé l'extrême-droite dans un premier temps, la propagande a cherché à présenter cette mobilisation comme étant celle d'individus violents de l'« ultra-gauche ». Comme l'a exprimé notre camarade Nicolas Toquec à Ouest-France, les choses sont beaucoup plus simples : « *j'étais là lors de l'AG du 30 août aux Nefs. Il y avait 500 personnes (...). Ce jour-là, je n'ai pas vu des gens de l'ultra gauche. J'ai vu des gens en colère, inquiets pour l'avenir de leurs enfants et pour qui c'est de plus en plus dur de remplir la gamelle.* »

Et pour avoir participé au blocage à la Janvraie, en bas du pont de Cheviré à 6 heures du matin, nous sommes plusieurs à affirmer que la violence était clairement du côté des forces de police ce jour-là. Elles avaient reçu des consignes pour dégager les manifestants et elles l'ont fait sans ménagement. Ce qui est certain, c'est que ni la chute de Bayrou deux jours avant, ni la répression du 10 septembre n'ont entamé la détermination des manifestants.

La mobilisation des soignants le mardi 16 septembre exprime ce même état d'esprit. La situation dans les hôpitaux, tout le monde la connaît : manque de lits, de médecins, d'infirmiers, etc., des

urgences régulées ou fermées. Aucun secteur n'est épargné par les coupes budgétaires, par l'austérité. Cette situation n'est pas le fruit du hasard. Elle a été organisée sciemment par des politiques visant à réduire les dépenses de santé depuis des décennies et accélérée depuis la présidence Macron.

De ce point de vue, la nomination de Sébastien Lecornu, ex-ministre des Armées, au gouvernement depuis 2017 et très proche du président de la République, est perçue, à juste titre, comme une provocation. Le dos au mur, il a annoncé qu'il ne toucherait pas aux jours fériés. Mais tout le monde sait bien qu'il n'y aura pas de rupture et qu'il tentera de poursuivre, coûte que coûte, dans la même direction, celle des politiques d'austérité.

Comme le dit notre secrétaire général Frédéric Souillot : « *le gouvernement est tombé mais pas ses projets funestes. Une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir les revendications* ». C'est la raison pour laquelle la confédération a indiqué qu'elle refusait de rencontrer le Premier ministre avant la journée du 18 septembre qui devrait être très



importante ⁽¹⁾. La confédération le rencontrera après le 18, avec l'exigence que nos revendications – à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et le retrait du plan d'austérité – soient satisfaites. Dans l'hypothèse très probable où le Premier ministre n'en tiendrait pas compte, il nous faudra poursuivre et mobiliser.

Bien entendu, il n'est pas question d'inscrire cette mobilisation dans la durée en multipliant les journées d'action qui ont démontré leur inefficacité. Certains sont prêts à accepter un plan d'austérité « raisonnable » ou un assouplissement de la retraite à 64 ans et considèrent donc que les journées d'action peuvent être un levier pour faire « bouger les lignes ».

Nous ne mangerons pas de ce pain-là ! Nous invitons tous les militants à discuter, dans l'unité si possible et dès maintenant avec les adhérents, avec leurs collègues sur les lieux de travail de la meilleure manière d'obtenir que nos revendications soient satisfaites. La confédération a déposé un préavis de grève pour toute la période et invite les travailleurs à « *se mobiliser y compris par la grève reconductible, pour faire entendre leurs revendications contre l'austérité, contre la casse des services publics, contre les suppressions d'emplois, pour de meilleurs salaires, pour la défense de la protection sociale, l'abrogation de la réforme des retraites, pour la justice sociale et fiscale !* » ⁽²⁾ ■

⁽¹⁾ Cet éditorial est rédigé à la veille du 18.

⁽²⁾ Éditorial du 16 septembre de Frédéric Souillot.



L'OS - L'Ouest Syndicaliste
Bimensuel de l'UD CGT-FO 44 - 61^{ème} année
CPPAP : 0521.S.07829

Membre fondateur : Alexandre Hébert - Directeur : Michel Le Roc'h
Rédactrice en chef : Hélène Macon
Bourse du Travail F. Pelloutier
2 Place de la Gare de l'État - 44200 Nantes
Tél.02 28 44 19 00 - Fax.02 40 35 49 46
Site internet : force-ouvriere44.fr
E-m@il OS : ouestsyndicaliste@fo44.fr
E-m@il UD-FO : udfo44@force-ouvriere.fr

● Retour sur le 10 septembre...

Au lendemain de la chute du gouvernement Bayrou et de la désignation par Emmanuel Macron de Sébastien Lecornu, ministre des armées, comme nouveau Premier ministre, plus de 2 000 personnes se sont rendues sur les nombreux points de blocage et de diffusion en Loire-Atlantique dès 6 heures.

Nantes, Saint-Nazaire, Ancenis, Pornic, Châteaubriant, Paimboeuf, Blain, La Montagne, Clisson, etc.

Les groupes qui bloquaient ont été délogés (lacrymogènes, charges, nasses ...) mais ils se sont déplacés pour occuper d'autres ronds-points et sites.

La grève a été suivie dans de nombreuses entreprises (20 % de grévistes chez Épuréo, 25 à 30 % à France Travail, ...) et au moins sept lycées ont été bloqués par les lycéens, dont Guist'hau, Mandela, Les Bourdonnières, La Colinière et Estienne D'Orves.

À titre d'exemples, à Ancenis, seuls 6 chariots élévateurs sur 22 ont été fabriqués chez Toyota et la production chez Manitou a été nettement ralentie avec la sortie de 15 machines sur 42.

Voici quelques photos de points de blocages
(Janvraie - Cheviré nord / Saint-Nazaire)



Nantes Janvraie - Cheviré Nord



Saint-Nazaire



Ancenis



Plusieurs milliers de manifestants se sont ensuite retrouvés dans le centre-ville et ont dû faire face aux mesures policières

particulièrement répressives ordonnées par Retailleau. 80 000 policiers ont été déployés en France.



Assemblée générale aux Nefs à Nantes

Malgré la tentative de dislocation violente du rassemblement, l'assemblée générale prévue en fin de journée aux Nefs a pu se tenir grâce à la détermination d'environ

1 500 personnes.

La colère est là et n'est pas prête de retomber.

● Interview de Nicolas Toquec, délégué syndical FO de la SEMITAN



Lu dans Ouest-France - Publié le 04/09/2025
Thibaud Grasland

Blocages du 10 septembre à Nantes : Force Ouvrière va installer son barnum à Cheviré avec du café

Ils ne veulent pas faire « la même erreur » qu'en 2018, où les syndicats étaient restés « observateurs » du mouvement des Gilets jaunes. Le syndicat FO de la Semitan sera présent pour apporter son soutien logistique et moral à « Bloquons tout » le 10 septembre 2025, à Nantes. Il a par ailleurs déposé un préavis de grève pour permettre aux conducteurs de bus et de tram de rejoindre les blocages.

Ils ont décidé de participer activement au mouvement « Bloquons tout ». Les militants du syndicat Force Ouvrière de la Semitan, la société qui gère le réseau de transports en commun Naolib de Nantes Métropole, seront présents sur les points de blocage, le 10 septembre prochain. Et notamment celui de Cheviré à l'ouest de la ville. « *Il n'est pas question pour nous de se mettre en avant, ni de récupérer le mouvement.*

C'est pas du tout le but, précise Nicolas Toquec, délégué syndical. Mais nous ne voulons pas faire la même erreur que celle commise par les syndicats en 2018, lors du mouvement des Gilets jaunes.

« *Les syndicats se sont plantés* » lors des Gilets jaunes.

Le militant, qui portait lui-même un gilet jaune chaque samedi en 2018 et 2019 dans les rues de Nantes, reproche aux syndicats d'être restés à l'écart du mouvement citoyen à l'époque. De « *ne pas l'avoir soutenu* », d'être restés « *observateurs* » : « *Les syndicats se sont plantés* », assume de dire Nicolas Toquec. Le syndicat FO de la Semitan a donc décidé de poser son barnum sur le point de blocage de Cheviré, le 10 septembre prochain. « *On va y apporter de la logistique avec un barnum, du café, de quoi manger. C'est le premier jour de*

blocage et il y en a beaucoup qui vont découvrir. On va rester à côté, en soutien.

« *Beaucoup de collègues veulent y aller.*

FO vient de déposer un préavis de grève à la direction de la Semitan. Avec des revendications propres au réseau de transports en commun, mais aussi en « *solidarité avec l'appel national des citoyens* ». « *On l'a fait parce que les collègues nous l'ont demandé, il y en a énormément qui veulent y aller* », décrypte Nicolas Toquec. Les agents sont donc désormais couverts s'ils ne veulent pas prendre leur service. Quid des perturbations ? « *Entre ce qui est dit et le pourcentage au final, on verra bien... On le saura 48 heures avant.*

Liste des syndicats qui ont appelé le 10 septembre Liste non exhaustive

• Laïta (Ancenis) • SPASEEN-FO (Académie de Nantes) • SNFOLC 44 (Motion de l'Assemblée Générale du 28 août 2025) • Manitou BF • U-Log (Entrepôts de Carquefou et Nantes Atlantique) • U Enseigne • CNP Assurance IARD • Aplix • Carrefour Beaulieu • FO CGT CARSAT Pays de la Loire • FO France Travail • FO CGT FSU France Travail Pays de la Loire • FO U Log • FO Saunier Duval ECCI • FO Semitan 44 (Post Facebook de dépôt d'un préavis pour le 10/09) • FO Établissements de Mindin • FO CHU Nantes • FO CH Saint-Nazaire, Savenay, Guérande • FO VYV • FO Action sociale 44 • SNUDI-FO 44 • Quo Vadis • Idea Nantes et Saint-Nazaire • Laiterie Saint-Père • Ehpap de Guémené Penfao • COVED

■ Dès le 16 juillet, l'UD FO 44 avait appelé à un rassemblement devant la Préfecture contre le plan Bayrou annoncé la veille.



● 16 septembre



● De g. à d. : prises de parole de Michel Le Roch, secrétaire de l'UD FO 44 - Yann Le Fol, secrétaire du Groupement départemental des services publics et de santé 44 - Patricia Drevon, secrétaire confédérale - Cyrille Venet du syndicat national FO des Médecins hospitaliers et Manuela Redureau du CCAS Ville de Nantes.

● Communiqué du 16 septembre du Groupement régional des Pays de la Loire de la Fédération des personnels des services publics et de santé Force Ouvrière

**Près de 2 000 manifestants à Nantes
pour la défense de l'hôpital et contre les plans d'austérité !**



Benjamin Delrue - Secrétaire du Groupement régional PdL de la Fédération des services publics et de santé FO - Service de santé - lors du rassemblement devant le CHU de Nantes, le 16 septembre.

À l'appel des Unions départementales et Groupements départementaux Force Ouvrière de la région des Pays de la Loire, rejoints par des syndicats CGT et CFDT, près de 2 000 soignants du privé et du public avec les usagers ont marché du CHU de Nantes vers l'Agence Régionale de Santé à Nantes ce mardi 16 septembre. Une marée de blouses blanches, infirmiers, aides-soignantes, administratifs, ouvriers, médecins, tous revendiquent la fin de l'austérité dans les hôpitaux et des moyens pour soigner la population, et la satisfaction des revendications précises. La confédération CGT-Force Ouvrière était présente.

Ce week-end, le nouveau Premier ministre s'est exprimé lors d'une visite à l'hôpital de Mâcon. Il a dit : « **il y a des problèmes de finances publiques parce qu'on a décidé de mettre beaucoup d'argent dans l'hôpital.** » La santé serait donc un problème pour le pays ! Mais 413 milliards d'euros pour la guerre, c'est acceptable pour Monsieur Macron et Monsieur Lecornu !

Partout il manque des lits pour hospitaliser la population, partout il manque des effectifs médicaux et paramédicaux pour prendre en charge dans des conditions normales les patients. La psychiatrie est mise à mal et fait face à une pénurie de soignants et manque cruellement de lits pour les patients. Les EHPAD n'ont pas les moyens de fonctionner.

« Des plans d'économie : on n'en veut plus, des suppressions de lits : on n'en veut plus ! »

Les manifestants venus des 5 départements ont marché vers l'ARS où une délégation a été reçue par le directeur général.

Force Ouvrière a demandé que les places supplémentaires en faculté de médecine passent de 440 à 900 et que les places

supplémentaires dans les IFSI passent de 230 à 500 dans les Pays de la Loire. FO a également demandé comme mesure urgente que l'ARS stoppe les plans d'économies en cours et ceux à venir. L'agence ne répond à aucune revendication pour lesquelles elle a pourtant la possibilité d'agir. C'est la démonstration qu'elle n'entend pas changer d'orientation et améliorer la situation dans les établissements.

Cette manifestation régionale est un signal fort envoyé aux pouvoirs publics : les hospitaliers avec les syndicats Force Ouvrière ne laisseront pas faire ! Elle s'est déroulée quelques jours après la puissante mobilisation du 10 septembre et à 2 jours d'un appel à la grève interprofessionnelle le 18 septembre. Face aux réponses apportées aujourd'hui par l'ARS, face à la volonté affichée par le nouveau Premier ministre de ne pas rompre avec l'austérité, il ne reste que la grève, sa reconduction et le blocage pour faire aboutir les revendications.

FO Santé appelle à se réunir partout pour établir les revendications et mettre à la discussion la question de la grève et sa reconduction partout où cela est possible. ■

■ Intervention de l'Union départementale et des Unions locales CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique

C'est dans la continuité du 10 septembre, des centaines de blocages dans toute la France, des cortèges massifs qui se sont formés dans de nombreuses villes, des grèves qui ont bloqué la production comme à Manitou ou à Toyota que Force Ouvrière de Loire-Atlantique a appelé à la grève interprofessionnelle ce 18 septembre, comme nous avons été partie prenante de la mobilisation de 2 000 personnels hospitaliers qui ont manifesté avant-hier à Nantes pour la défense de l'hôpital, contre les plans d'austérité.

Ce qui s'est exprimé le 10 septembre, c'est non seulement la mémoire encore vive des Gilets jaunes, mais c'est aussi la colère non soldée du mouvement sur les retraites, avec cet enseignement : nous ne voulons plus des journées d'action isolées qui, « dans la durée », d'une date à une autre, d'une manifestation à une autre, nous mènent à la défaite.

Toutes et tous ensemble, dans l'unité, discutons partout, dans les entreprises et les administrations, de la grève et de comment bloquer l'économie pour gagner sur toutes

nos revendications, parmi lesquelles :

- ▶ Le retrait du budget d'austérité Macron-Bayrou-Lecornu
- ▶ L'abrogation de la réforme des retraites
- ▶ L'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux
- ▶ La défense de la Sécurité sociale et des services publics
- ▶ Non à la guerre et à l'économie de guerre !

Refusons le piège mortel qui est dressé devant nous. Le piège de la division selon lequel il y aurait d'un côté les organisations syndicales « responsables » et de l'autre les « méchants bloqueurs ». FO de Loire-Atlantique condamne la répression d'État qui s'est abattue sur les participants du 10 septembre – et en particulier sur la jeunesse, qui a eu mille fois raison de se mobiliser : bravo notamment aux lycéens qui bloquent aujourd'hui leurs établissements, comme ils les ont bloqués le 10 avant de rejoindre les points de blocage ou les manifestations à Nantes, à Saint-Nazaire, à Blain ou ailleurs...

Le 10 septembre a fait tomber Bayrou



30 000 à Nantes



8 000 à Saint-Nazaire



Plus de 1 000 à Ancenis

**... mais aussi
800 à Châteaubriant
et 500 à Clisson.**

et on s'en félicite. Mais en nommant Lecornu – ministre des armées, celui pour lequel la guerre en Ukraine est une « opportunité » pour les entreprises françaises –, ce n'est pas seulement un bras d'honneur que nous fait Macron. C'est une menace : celle de la

généralisation de la guerre. Nous ne l'acceptons pas et c'est pour cela que FO 44 sera partie prenante du meeting international contre la guerre qui se déroulera le 5 octobre prochain à Paris. Ce sera l'occasion d'exiger une nouvelle fois l'arrêt du génocide

à Gaza et dans toute la Palestine : arrêtez des livraisons d'armes à l'État génocidaire israélien, stop à la barbarie coloniale !

Free Palestine ! ■

Manifestation contre le génocide des Palestiniens



Intervention d'Adrien Leclerc, à Nantes, le 6 septembre 2025

« Nous sommes réunis aujourd'hui pour dire une nouvelle fois que nous sommes aux côtés du peuple palestinien, pour son droit à la liberté, à la justice et à l'autodétermination ; pour l'arrêt du génocide et de la barbarie.

Chaque jour qui passe est un cran supplémentaire dans l'abomination, dont Macron et son gouvernement sont les complices.

Les passes d'armes médiatiques entre Netanyahu et Macron, qui a annoncé la reconnaissance fantoche d'un État palestinien fantoche, ne peuvent cacher le fait que le gouvernement français continue de livrer des armes à l'État génocidaire israélien.

C'est une honte !

La résistance du peuple palestinien est exemplaire. Elle est la pointe avancée du combat contre l'impérialisme.

Mais soyons sûrs que l'atrocité qu'il est en train de subir est un miroir pour les peuples du monde entier, y compris pour les travailleurs français et leurs familles.

Plus que jamais, nous devons prendre au sérieux les instructions que la ministre du Travail et de la Santé, Mme Vautrin, a adressé cet été aux Agences régionales de Santé du pays et qui prévoient un afflux de 100 000 à 500 000 blessés sur une période de 10 à 180 jours d'ici le mois de mars 2026.

Pour ces gens-là, nos vies ne sont rien. Seul compte le capital.

C'est la raison pour laquelle FO 44 participera au meeting international contre la guerre le dimanche 5 octobre prochain à Paris. À ce meeting, nous serons notamment aux côtés de

José Nivoi, responsable du syndicat des dockers de Gènes, qui a bloqué à plusieurs reprises les livraisons d'armes à Israël et qui participe aujourd'hui aux flottilles pour Gaza.

Le Premier ministre Bayrou va sans doute tomber ce lundi 8 septembre et nous nous en félicitons.

Mais cela ne règle pas tout.

Le projet de budget Macron/Bayrou est non seulement un budget de guerre sociale, mais c'est aussi un budget de guerre tout court. Un budget de colon. Un budget de complice du génocide contre le peuple palestinien.

C'est la raison pour laquelle FO 44 appelle également l'ensemble des salariés à la grève ce mercredi 10 septembre et à participer aux différents rendez-vous décidés par les assemblées citoyennes sur l'ensemble du département pour tout bloquer.

Nous avons toutes et tous encore en mémoire le mouvement des Gilets jaunes et celui sur les retraites : nous ne voulons plus des journées d'action saute-mouton qui mènent à la défaite.

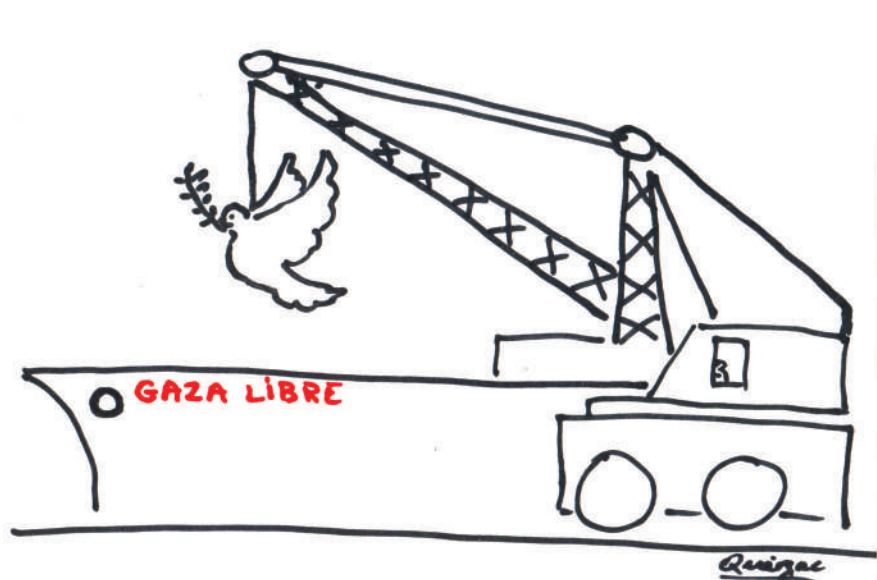
Pour l'honneur de la Palestine et de ceux que l'on assassine...

Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur...

Ces deux mots d'ordre n'en font qu'un !



Retrouvons-nous le 10 septembre pour bloquer Macron et son gouvernement, pour bloquer la guerre et leur budget de guerre, pour bloquer le génocide ! »



Motion de la Commission administrative de l'Union départementale FO 44 - 8 septembre 2025 -

« Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! »

Le combat contre les guerres et les génocides, c'est notre ADN. La Commission administrative de l'UD FO 44 fait sienne l'appel lancé « **Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !** ». Elle décide de participer au meeting du 5 octobre à Paris en y envoyant une délégation la plus importante possible.

Adoptée à l'unanimité moins 1 abstention



« PAS UN CENTIME, PAS UNE ARME, PAS UNE VIE POUR LA GUERRE ! »

Les dirigeants européens préparent la guerre. Un vaste programme de réarmement est en cours. Et c'est à la classe ouvrière qu'ils vont demander de payer le prix de leurs armes et de leurs guerres, par les impôts, par les coupes dans nos prestations sociales, par la baisse de notre niveau de vie, ainsi que par notre sang et notre sueur.

L'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale se désintègre - politiquement, financièrement et militairement. Nous faisons face à de multiples crises qui s'aggravent : celle du capitalisme lui-même, qui met en danger l'avenir même de l'humanité ; l'effondrement écologique imminent ; et le risque croissant d'une guerre mondiale, voire d'une guerre nucléaire. Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils sont amplifiés par le second mandat de Trump et par la montée de l'extrême droite en Europe.

C'est pourquoi des militants, des syndicalistes et des démocrates de toute l'Europe lancent cet appel à s'unir contre la guerre et contre les dépenses militaires, et à rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue « union nationale ». Il s'agit là d'un patriotisme factice. Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas ! Nous ne mourrons pas pour elles !

Comme le disait l'écrivain français Anatole France au moment de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels ». Des millions de personnes sont mortes à cette époque, et c'est ce qui se reproduira si nous ne mettons pas fin à ce bellicisme et au réarmement.

La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien.

Voici les faits :

- un million de morts et de blessés, des deux côtés, en Ukraine et en Russie ;
- des dizaines de milliers de morts et de blessés en Palestine, dans la tentative de génocide et de nettoyage ethnique de toute la population.

Les principaux bénéficiaires sont les fabricants d'armes et ceux qui profiteront de l'exploitation des ressources de la Palestine et de l'Ukraine. Mais nous ne soutiendrons pas cette exploitation.

Nous disons :

NON à la guerre et aux attaques contre les acquis sociaux !
NON aux budgets de guerre et aux fauteurs de guerre !
NON aux politiques de guerre, d'où qu'elles viennent !

Nous appelons à l'unité des peuples d'Europe, à la paix et non à la guerre ; à la justice et à l'égalité et non à l'exploitation : « **Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !** »

Appel européen signé par des milliers de personnes à retrouver sur www.contrelaguerre.fr

Les syndicats et la guerre

Par Pascal Samouth, ancien Secrétaire Général de l'Union Départementale FO de la Haute-Loire et membre de la commission exécutive confédérale de la CGT-FO.



Photo : Jean Jaurès à la manifestation contre la loi des 3 ans le 25 mai 1913 au Pré Saint Gervais (Agence Rol - Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France)

24 septembre 1911 : 5 ans après l'adoption de la Charte d'Amiens, syndicalistes, socialistes et anarchistes se rassemblent contre la guerre.

Il revient à Benoît Kermoal, professeur d'histoire-géographie et doctorant à l'EHESS, et également responsable du pôle « histoire sociale » du centre de recherche de l'UNSA-Éducation, le mérite d'avoir mis en lumière sur le site de la fondation Jean Jaurès, liée au Parti Socialiste, un fait historique peu connu dans l'histoire du mouvement ouvrier*. Il s'agit de la première manifestation de masse contre la guerre qui venait. Celle-ci eut lieu en 1911. Son étude, son déroulement ne manqueront pas d'intéresser tous les militants ouvriers, à quelque titre qu'ils agissent, dans les enseignements qui peuvent être dégagés au moment où le génocide du peuple palestinien se poursuit et où Trump enjoint tous les pays d'Europe à consacrer 5 % de leur produit intérieur brut aux dépenses militaires.

Que nous apprend son article ?

L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopération de l'internationale ouvrière relate ainsi la manifestation contre la guerre du 24 septembre 1911 : « L'organisation du meeting de l'Aéro-Park permit aux prolétaires de voir côte à côte sur les murs de Paris et l'appel de la Fédération de la Seine et celui de l'Union des syndicats les conviant à une démonstration où participaient les orateurs des deux organisations. C'est la preuve, une fois de plus faite, que la classe ouvrière ne saurait diviser contre elle-même. » La fédération de la Seine était celle de la toute jeune SFIO, Section Française de l'Internationale Ouvrière, fondée en 1905 et l'Union des Syndicats est celle de la CGT, regroupant à l'époque toutes les tendances ouvrières.

1911, c'est 5 ans après le congrès de la CGT qui a adopté la célèbre Charte d'Amiens, laquelle établit les principes de l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques et la grève générale comme moyen d'action pour parvenir « à la disparition du salariat et du patronat ». Cette motion a été adoptée à la

quasi-unanimité des délégués (830 pour – 9 contre et 1 abstention), qu'ils se reconnaissent dans telle ou telle tendance du socialisme ou de l'anarchisme. Si elle affirme que les « organisations confédérées » n'ont pas « à se préoccuper des partis et des sectes » elle rajoute que ceux-ci peuvent « en dehors et à côté, poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ». Et c'est précisément côte à côte que le meeting du 24 septembre eut lieu.

Cette action commune de l'organisation syndicale, avec les socialistes et les anarchistes, était rendue nécessaire par la situation. Depuis le début du XX^{ème} siècle, la France et l'Allemagne s'opposent pour le contrôle du Maroc, encore sans tutelle coloniale. En 1911, l'Allemagne envoie une canonnière à Fès face à la France qui a envoyé des troupes au Maroc. Le « coup d'Agadir » participe à l'escalade des tensions politiques et militaires qui rend tangible le risque d'une guerre mondiale. L'Internationale Socialiste s'est prononcée dans ses deux derniers congrès pour la paix mais le risque d'embrasement provoque de puissantes mobilisations ouvrières.

En Allemagne, ce sont 100 000 manifestants à Berlin.

En Espagne, l'UGT et la CNT appellent à la grève générale pour les revendications

ouvrières et contre l'envoi de réservistes au Maroc. Celle-ci prend une tournure insurrectionnelle dans la région de Valence avec une sévère répression. En Grande-Bretagne et en Irlande, c'est « la grande fièvre » qui gagne tous les centres ouvriers avec des grèves massives, souvent sauvages et contrôlées par des comités de grève dans les principales professions : mines, ports, chemins de fer, industrie, construction...

C'est donc cette vague montante qui amène la CGT, la SFIO, à laquelle s'est jointe la fédération révolutionnaire communiste, organisation anarchiste, à se rassembler contre la guerre le 24 septembre. L'initiative en revient à la

CGT, comme l'explique Marcel Sembat, dirigeant socialiste, dans L'Humanité du 24 septembre, jour même de la manifestation : « C'est une manifestation commune, où les socialistes se joindront aux syndicalistes qui l'ont organisée, où des orateurs du parti parleront côte à côte avec des orateurs de la confédération générale du travail que les travailleurs parisiens clameront leur ferme volonté de préserver la paix internationale par tous les moyens en leur pouvoir. »

François Marie, responsable de l'union de la Seine de la CGT, avait été le représentant du mouvement ouvrier français dans les mobilisations contre la guerre en Espagne, c'est sans doute ce qui l'a inspiré avec ses camarades pour prendre l'initiative. Membre du bureau confédéral, il s'est battu dans sa fédération, celle du Livre, dès 1910 pour faire affirmer l'antimilitarisme.

La Préfecture de Police qui craint « les débordements » a interdit les manifestations de rue, c'est pourquoi les organisateurs ont loué « l'Aéro Park » pour « éviter les affrontements avec la police » qui en contrôlèrent l'entrée et les abords.



La pluie est battante, le terrain, situé près des buttes Chaumont est souvent escarpé, boueux, et glissant. Malgré cela, ce sont 60 000 militants qui se rassemblent dans les colonnes de leurs organisations.

Agir côte à côte pour un même objectif, militants politiques et syndicaux, exige le respect mutuel et l'auteur de l'article nous indique : « Des endroits sont prévus pour que des militants fassent des discours. On dispose ainsi de trois scènes improvisées où les orateurs s'expriment sur des chaises. À côté de ces tribunes prévues, d'autres prises de parole improvisées ont lieu. Les organisateurs ont pris soin que la parole soit distribuée équitablement entre syndicalistes et socialistes. »

François Marie, dans son discours, en tant qu'organisateur explique : « notre manifestation aura une double portée : elle est une affirmation puissante contre la guerre, mais il faut une autre affirmation, celle de la grève générale de demain. »

William Anderson, leader de l'Independent Labour Party, qui est une composante à gauche du parti travailliste, affirme dans son intervention son opposition à la guerre capitaliste et son attachement à l'internationalisme ouvrier. Marcel Sembat et Albert

Thomas, responsables socialistes, insistent « sur la nécessité d'entente avec l'Allemagne, tout en faisant référence à l'histoire du mouvement ouvrier ».

Même s'il fallait veiller à leur contenu compte-tenu de la surveillance policière, les pancartes qu'ont confectionnées pour l'occasion les manifestants sont éloquentes :

« Guerre à la guerre » est le slogan le plus repris, et, selon l'auteur de l'article, il « devient rapidement le cri de ralliement de tous les pacifistes et antimilitaristes ». On lit également « La guerre c'est la misère ou la mort », « Manifestons contre la guerre », « La guerre c'est la désolation » et même « Nous ne voulons pas de frontières ».

On peut voir aussi une pancarte de l'Union syndicale des mères de famille : ce groupe de femmes rassemble des socialistes et des syndicalistes qui s'organisent afin d'agir pour la paix.

Les chants ne souffrent également pas d'ambiguïté, c'est « l'Internationale » qui est reprise, elle qui affirme « ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux », tout comme le chant « Gloire au dix-septième », cet hommage au 17^{ème} régiment d'infanterie qui, à Béziers, avait mis « crosse en l'air » et refusé de tirer sur les vignerons révoltés.

La manifestation s'est dissoute dans le calme et sans échauffourée mais, nous dit Benoît Kermoal, « toutefois, du côté des pouvoirs publics et du gouvernement, cette première réussite du mouvement d'opposition à la guerre inquiète plus qu'elle ne rassure. Au même moment, la Sureté nationale demande en effet une remise à jour de l'ensemble des fiches de contrôle des militants antimilitaristes ».

Car en effet, bien d'autres manifestations suivront, dans toute la France, jusqu'à celle du Pré Saint Gervais avec ses 150 000 militants rassemblés autour de Jean Jaurès, lui

qui affirmait dès 1895, face à la volonté de revanche contre l'Allemagne, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Pour des raisons qui ne sont pas l'objet de cet article, Marcel Sembat, Albert Thomas pour la SFIO ou Léon Jouhaux pour la CGT, comme bien d'autres dirigeants, jusqu'au vieux communard Édouard Vaillant, abandonneront leurs résolutions de « guerre à la guerre » et de déclenchement de la grève générale pour se rallier à « l'union sacrée » dès la déclaration de guerre par la France (François Marie, qui avait quitté le syndicalisme, fut pour sa part mobilisé).

« Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas la vôtre, mais vous en êtes les victimes »

Désespérés et privés d'appui, les ouvriers sont partis au front, mais la graine

avait été semée par l'unité ouvrière contre la guerre. Les 60 000 de l'Aéro Park comme les dizaines de milliers qui leur emboîteront le pas, face à la faillite de leurs dirigeants reprirent espoir grâce aux appels des conférences de Zimmerwald (1915) puis de Kiental (1916) qui affirmait « Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas la vôtre, mais vous en êtes les victimes » et désignent le capitalisme comme responsable. Ce sont les mêmes qui s'enthousiasmèrent pour la révolution russe qui en renversant le tsarisme apporta une réponse concrète à leur exigence : « le pain, la paix, la terre, la liberté ».

Alors que le génocide en Palestine couvert par toutes les grandes puissances capitalistes atteint chaque jour de nouveaux sommets d'horreur, alors que l'injonction de Trump de porter à 5 % du PIB de chaque pays les dépenses militaires est suivie le petit doigt sur la couture du pantalon par les gouvernements, dont le nôtre, c'est à nouveau le spectre de la guerre mondiale qui plane. C'est bien pour cela qu'à nouveau, dans la tradition du mouvement ouvrier, militants syndicalistes, politiques, pacifistes... se rassembleront dans le meeting du 5 octobre pour affirmer ensemble « guerre à la guerre ». C'est maintenant qu'il faut s'organiser. ■

* Voir l'article « Socialistes et syndicalistes contre la guerre ». <https://www.jean-jaures.org/publication/socialistes-et-syndicalistes-contre-la-guerre-la-manifestation-de-laero-park-en-1911/>



En plein cœur de l'été, le 15 juillet, l'ex Premier ministre François Bayrou, celui-là même qui, en septembre 2014, sur un plateau télévisé, d'un geste théâtral empreint d'un immense mépris avait jeté le Code du travail, présentait un plan budgétaire visant à réaliser 44 milliards d'économies. Un véritable plan de guerre sociale contre les jeunes, les retraités, les salariés du privé, les fonctionnaires, visant à détruire toutes les conquêtes de la classe ouvrière et qualifié par le journal financier l'Opinion de « plan de rigueur comme la France n'en a jamais connu depuis un demi-siècle ». Cet ensemble de mesures est la parfaite illustration des conséquences de la priorité affichée par le gouvernement à une économie de guerre qui exige la subordination totale de tous les budgets à l'économie d'armement, dont le budget, lui, explose.

Et comme dans toute guerre, y compris sociale, depuis ces annonces, la lourde machine de la propagande gouvernementale, orchestrée par les médias des multimilliardaires, s'est

mise en branle. Dès le 16 juillet, sur LCI (chaîne du groupe TFi possédée par la famille Bouygues), le président du Medef, Patrick Martin, se félicitait d'un plan « lucide, courageux et équilibré ». Le 4 août, sur CNews (détenue par la famille Bolloré qui possède aussi Canal+, Europe 1, le JDD), le député macroniste Mathieu Lefèvre a tenté de justifier les mesures de Bayrou en déclarant que « la fraude sociale est un coup de poignard au pacte social ». La veille, dans Le Parisien (détenue par la famille Arnault, première fortune de France, qui possède aussi le groupe Les Échos et Paris Match), la ministre du Travail Catherine Vautrin fustigeait également les 13 milliards d'euros estimés de cette « fraude sociale », omettant seulement de préciser que plus de la moitié a pour origine le travail dissimulé par les employeurs. Le 27 juillet, dans Le Monde (détenue par la famille Niel qui possède aussi Le Nouvel Observateur), cette même Catherine Vautrin osait affirmer : « Il faut arrêter avec cette idée que l'Assurance maladie c'est gratuit,

j'y ai droit ». Pitoyable déclaration reprenant la vieille rengaine d'un patronat qui n'a jamais accepté le financement de la protection sociale par des cotisations ouvrant des droits, lui préférant un financement par un impôt (déjà présent avec la CSG et la CRDS) affecté selon le bon vouloir du gouvernement.

Tous ces employés serviles du service après-vente de la guerre sociale déclarée par Bayrou ont une mission : détourner l'attention des vraies causes de la dette publique, tenter de faire croire qu'elle est de la responsabilité des jeunes qui étudient trop, d'où Parcoursup qui limite les entrées à l'université ; des chômeurs qui perçoivent trop, d'où le plan dévastateur de la réforme de l'assurance chômage ; des travailleurs qui ne travaillent pas assez, d'où le projet de supprimer deux jours fériés ; qui se soignent trop, d'où une baisse programmée de 5,5 milliards pour les dépenses de la Sécurité sociale ; des retraités qui vivent trop bien, d'où la suppression de l'abattement de 10 %... La conclusion logique de ce discours culpabilisateur est claire : puisque c'est la population laborieuse qui creuse la dette en vivant au-dessus de ses moyens, alors c'est à elle, et à elle seule, de faire les efforts pour réduire cette dette.

Hélas, pour ces VRP du bourrage de crâne, un rapport sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants, rédigé par deux sénateurs, a été remis au président du Sénat le premier juillet. On apprend dans ce rapport que, chaque année, le total des aides publiques aux grandes entreprises privées atteint environ 200 milliards d'euros, 211 milliards pour 2023, sans contrepartie ni contrôle ! À propos de ce rapport, on peut lire dans Le Monde diplomatique du mois de septembre, dans un article au titre éloquent « Austérité, le festin des actionnaires », la phrase suivante : « Le constat des parlementaires, l'un



communiste, l'autre républicain, renvoie la « fraude sociale » qui obsède Madame Vautrin à une espièglerie de Castors Juniors ». Alors que la classe capitaliste considère tous les bénéficiaires d'allocations sociales comme des assistés, l'article démontre que, si assistés il y a, ce sont bien les investisseurs privés abreuvés d'argent public.

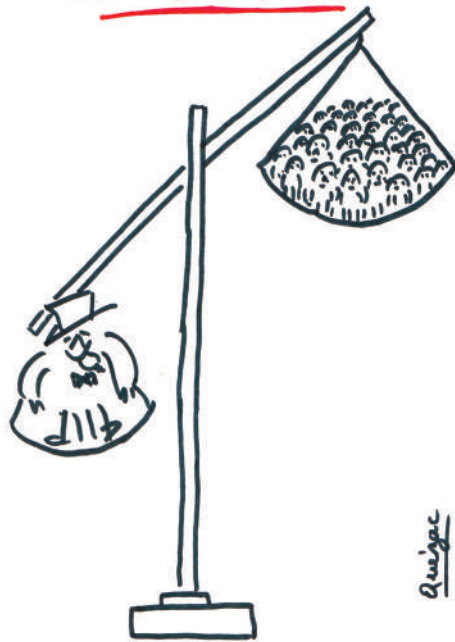
L'origine de l'explosion de la dette est là, et nulle part ailleurs. On apprend ainsi que « depuis le début des années 2010, le soutien public à l'économie marchande représente plus de 20 % du total de l'investissement privé (33 % en 2020 !) contre 5 % dans les années 70 », que « le taux de l'impôt sur les bénéfices a été divisé par deux depuis 1985 ». On ne s'étonnera pas que les médias précédemment cités ne s'attardent pas sur ces chiffres, contradictoires avec la thèse qu'ils entendent diffuser, selon laquelle c'est aux travailleurs de payer une dette qui n'est pas la leur. Une phrase de l'article du Monde diplomatique définit bien le mode de fonctionnement du capital financier aujourd'hui : « Le financement public des bénéfices privés n'est pas une anomalie à corriger ni un dérapage à

rectifier : c'est la condition de survie de l'économie de marché ». Cette phrase démontre clairement que le capitalisme en crise ne peut survivre qu'en détruisant toutes les conquêtes de la classe ouvrière.

Un « nouveau » Premier ministre a été nommé, le Ministre des armées, ce qui est déjà en soi tout un programme. Mais si Bayrou est tombé, il y a fort à parier que le nouveau gouvernement tentera de poursuivre la même politique, celle qui a fait exploser la fortune des plus riches *. Les travailleurs, leurs organisations, sauront lui rappeler que pas un euro de la dette ne saurait leur être imputé, qu'ils ne sont pas prêts à renoncer à leurs acquis pour financer des guerres dont les peuples sont les premières victimes et les marchands d'armes les premiers bénéficiaires, ils sauront par la construction d'un rapport de force pouvant prendre de multiples formes, faire échec à la guerre sociale. ■

* Depuis 2019, la fortune des milliardaires français a augmenté de 13 millions d'euros par jour ! (Source Oxfam France).

LA "DETTE"



« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » - Victor Hugo

« Moi ce qui me gêne ce n'est pas qu'il y ait des riches en France, c'est qu'il y ait des pauvres », a déclaré (sans rire) l'ex-Premier ministre, François Bayrou, peu de temps avant que le spectre du 10 septembre ne le chasse de Matignon.

Si visiblement, l'inénarrable maire de Pau n'est pas plus expert en économie qu'il ne l'est en astronomie, le lien entre les politiques de destructions sociales menées par les différents gouvernements, « de gauche » comme « de droite », depuis plus de 40 ans et l'explosion des inégalités dans notre pays, semble toutefois suffisamment intuitif.

Pour preuve, ces chiffres du magazine Challenges qui, dans son dernier classement des 500 plus grandes fortunes, nous révèlent qu'en 1996, la France comptait 16 milliardaires, mais que ces derniers sont désormais 145. De même, le patrimoine des « 500 » a carrément « flambé, multiplié par 14 », passant de 80 à 1 228 milliards d'euros !

Une tendance qui n'a fait que s'accroître sous la mandature d'Emmanuel Macron, tandis que, rappelons-le, l'aide aux entreprises est désormais le premier poste du budget de l'État, affichant un montant pharaonique de 210 milliards d'euros en 2023 !

A contrario, du côté de la classe laborieuse, les conséquences de ce pillage sont sans appel : une enquête de l'Insee s'intéressant à la même période, pointe, cette fois-ci, l'explosion du nombre de pauvres. Ce sont ainsi près de 10 millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté en 2023 (soit une hausse de 650 000 sur un an !), un chiffre qui constitue un record depuis le lancement de l'étude en 1996.

Parmi les catégories les plus touchées, on compte notamment les chômeurs (36,1 %), les familles monoparentales (34,3 %) et par conséquent les enfants de moins de 18 ans (21,9 %).

Quel esprit normalement constitué pourrait souhaiter la « stabilité » dans de telles conditions ? ■

Évolution des 500 plus grandes fortunes de France (patrimoines cumulés)

source : classement Challenges

